

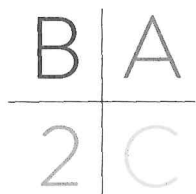
**ASSOCIATION HABITAT
ET HUMANISME PROVENCE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2024

Société d'Expertise
Comptable
et de Commissariat
aux Comptes

146 Rue Paradis
Immeuble Noilly Paradis 8ème étage
13006 Marseille
Tél : +33(0)4 91 13 80 94
aec@aec.expert

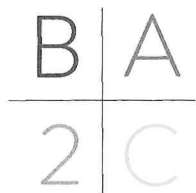


**ASSOCIATION HABITAT ET
HUMANISME PROVENCE**

*Siège Social : 16, Boulevard des Aciéries
13010 Marseille*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2024



ASSOCIATION HABITAT ET HUMANISME PROVENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2024

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association HABITAT ET HUMANISME PROVENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

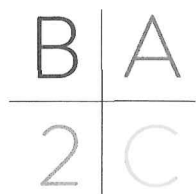
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités» du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

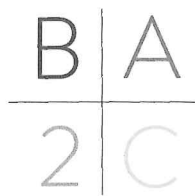
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son activité, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité de son activité et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

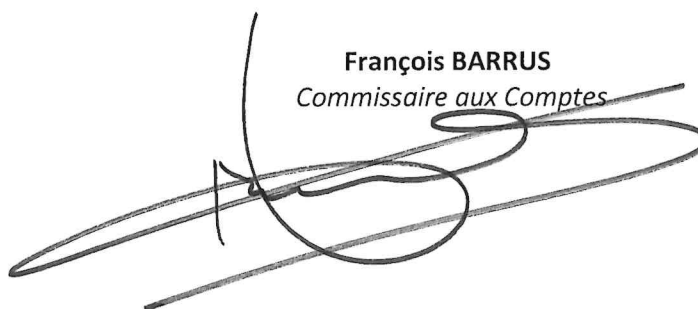
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies

- ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 26 mai 2025

François BARRUS
Commissaire aux Comptes



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	1 190	1 190		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	63 000	34 185	28 815	35 435
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	24 063	12 785	11 278	12 751
	Autres immobilisations corporelles	579 927	531 554	48 373	71 187
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	124 316		124 316	454 670
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	15		15	15
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	21 929		21 929	22 032
TOTAL (I)		814 441	579 714	234 727	596 089
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	544		544	5 615
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	234 002	154 818	79 184	100 791
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	199 081		199 081	189 872
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	44 654		44 654	44 654
	DISPONIBILITES	1 097 239		1 097 239	349 160
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	19 117		19 117	17 893
	TOTAL (II)	1 594 636	154 818	1 439 818	707 985
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		2 409 077	734 532	1 674 545	1 304 074
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					22 032
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	584 430	584 430
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(167 482)	86 277
	Excédent ou déficit de l'exercice	(2 098)	(253 760)
	Total des fonds propres (situation nette)	414 850	416 948
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	638	766
	Provisions réglementées	173 361	173 361
	Total des autres fonds propres	173 999	174 127
	Total des fonds propres	588 849	591 074
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	3 724	2 850
	Provisions pour charges	159 769	128 269
	Total des provisions	163 493	131 119
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	437 000	
	Emprunts et dettes financières divers	81 857	70 399
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	208 860	287 097
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	162 562	167 295
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	31 924	57 090
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	922 203	581 881
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 674 545	1 304 074
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(2 097,97)	(253 759,72)
	(1) Dont à moins d'un an	852 361	581 881
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 160	1 710
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	975 231	917 577
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 079 343	963 687
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	153 986	102 694
	Mécénats	500	1 700
	Legs, donations et assurances-vie	6 450	11 550
	Contributions financières	42 546	170 974
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	83 370	79 918
	Utilisations des fonds dédiés		4 572
	Autres produits	39 350	46 932
Total des produits d'exploitation		2 382 936	2 301 314
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 237 248	1 322 427
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	78 647	56 025
	Salaires et traitements	654 555	671 916
	Charges sociales	292 774	303 558
	Dotation aux amortissements et dépréciations	76 490	71 493
	Dotation aux provisions	35 224	2 850
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	50 405	122 027
	Total des charges d'exploitation	2 425 343	2 550 295
RESULTAT D'EXPLOITATION		(42 407)	(248 981)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(42 407)	(248 981)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	13 180	11 896
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	13 180	11 896
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	21	4
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	21	4
RESULTAT FINANCIER		13 159	11 892
RESULTAT COURANT avant impôts		(29 248)	(237 089)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	41 063	4 569
	Sur opérations en capital	350 078	128
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	391 140	4 697
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	21 168	20 931
	Sur opérations en capital	336 804	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	357 972	20 931
RESULTAT EXCEPTIONNEL		33 168	(16 234)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		6 018	436
TOTAL DES PRODUITS		2 787 256	2 317 907
TOTAL DES CHARGES		2 789 354	2 571 666
EXCEDENT ou DEFICIT		(2 098)	(253 760)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		270	
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL		270	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		270	
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		270	

Etats financiers au 31/12/2024

Annexes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 674 545 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 2 787 256 euros** et un total **charges de 2 789 354 euros**, dégageant ainsi un **résultat de -2 098 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Habitat et Humanisme Provence est une association régie par la loi de 1901 qui agit en faveur du logement, de l'insertion et de la création de liens sociaux. Elle dispose à ce titre de 3 pensions de famille et une résidence intergénérationnelle.

L'association dispose de financements publics notamment pour les 3 pensions de familles (DDCS) et la résidence intergénérationnelle St Just mais également de ressources privées issues des dons et mécénat.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

En 2023, l'association a rencontré des difficultés liées à l'augmentation de plusieurs postes de dépenses. Ces augmentations à la fois conjoncturelles et structurelles ont fait l'objet de mesures de réduction des coûts significatives, ce qui a permis un retour à l'équilibre dès l'exercice 2024.

Autres éléments significatifs

L'association est composée de 5 établissements :

- La pension de famille "Nid St Georges" à la Bouilladisse de 25 logements
- La pension de famille "Hippone" dans le quartier St Just à Marseille de 25 logements.

La "Maison Intergénérationnelle St Just" également dans le quartier de St Just à Marseille qui comprend 28 logements.

- La pension de famille "Cézanne" à Aix en Provence disposant de 25 logements.
- Le "siège" associatif

Chaque établissement dispose d'une comptabilité autonome faisant l'objet d'une combinaison pour l'établissement des comptes annuels. Les flux inter établissement ont fait l'objet d'une neutralisation, cela concerne essentiellement les "frais de siège".

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	1 190					1 190
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 190					1 190
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	35 040					35 040
	sur sol d'autrui	3 200					3 200
	instal. agencet aménagement	24 760					24 760
	Instal technique, matériel outillage industriels	24 063					24 063
	Instal., agencement, aménagement divers	311 703					311 703
	Matériel de transport	31 892					31 892
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	225 122					225 122
	Emballages récupérables et divers	11 210					11 210
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	666 991					666 991
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	454 670		6 450		336 804	124 316
	Autres titres immobilisés	15					15
	Prêts et autres immobilisations financières	22 032		782		884	21 929
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	476 717		7 232		337 688	146 260
TOTAL		1 144 897		7 232		337 688	814 441

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	1 190			1 190
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 190			1 190
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	20 907	3 504		24 411
	sur sol d'autrui	1 254	320		1 574
	instal. agencement aménagement	5 405	2 796		8 201
	Instal technique, matériel outillage industriels	11 312	1 473		12 785
	Autres instal., agencement, aménagement divers	266 750	12 482		279 232
	Matériel de transport	12 539	5 678		18 217
	Matériel de bureau, mobilier	224 962	2 411		227 372
	Emballages récupérables et divers	4 490	2 242		6 732
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	547 618	30 906		578 524
TOTAL		548 808	30 906		579 714

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	173 361			173 361
	PROVISIONS REGLEMENTEES	173 361			173 361
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	2 850	3 724	2 850	3 724
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	128 269	31 500		159 769
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	131 119	35 224	2 850	163 493
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	169 257	45 584	60 023	154 818
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	169 257	45 584	60 023	154 818
TOTAL GENERAL		473 737	80 808	62 873	491 672
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			80 808	62 873	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	584 430				584 430
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	86 277	(253 760)			(167 482)
Excédent ou déficit de l'exercice	(253 760)	253 760		2 098	(2 098)
Situation nette	416 948			2 098	414 850
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	766			128	638
Provisions réglementées	173 361				173 361
TOTAL	591 074			2 226	588 849

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	21 929		21 929
	Clients, usagers douteux ou litigieux	14 657	14 657	
	Autres créances clients, usagers	219 345	219 345	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 999	4 999	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	36 323	36 323	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	60 496	60 496	
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	97 263	97 263	
	Charges constatées d'avance	19 117	19 117	
	TOTAL DES CREANCES	474 129	452 199	21 929
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	437 000	437 000		
	Emprunts et dettes financières divers	69 842		69 842	
	Fournisseurs et comptes rattachés	208 860	208 860		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	50 229	50 229		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	81 882	81 882		
	Impôts sur les bénéfices	3 163	3 163		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	27 288	27 288		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	12 015	12 015		
	Autres dettes	31 924	31 924		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	922 203	852 361	69 842	
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	604 587			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	168 144			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)	12 015			

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			19 117	19 117
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				19 117

--

Etat exprimé en euros									
		31/12/2024	31/12/2023	%	%	31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit									
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés									
Emetteur	5 400	5 400	100,00	100,00					
Filiales intégrées globalement									
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes									
Emetteur									
Filiales intégrées globalement									
Sous-total	5 400	5 400	100,00	100,00					
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement									
Juridique, fiscal, social									
Autres									
Sous-total									
TOTAL	5 400	5 400	100,00	100,00					

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

En l'application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations versées au cours de cette exercice au trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 0 Euros.